



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Somme

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des Affaires Juridiques et  
de l'Administration Locale  
Bureau de l'Administration Générale  
et de l'Utilité Publique

Installations Classées  
pour la protection de l'environnement  
Coopérative agricole CALIPSO  
Commune d'OISEMONT  
Mise en demeure

**ARRETE DU 20 SEP. 2013**

Le Préfet de la Région Picardie  
Préfet du département de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et le titre 7 du livre I de sa partie législative relatif aux dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 13/04/10 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2012 portant délégation de signature à Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23/06/1987 autorisant la SCA d'approvisionnement de la région d'Oisemont, siège social Cour de la gare BP4 à Oisemont (80140), à exploiter sur le territoire de cette commune des installations classées soumises à autorisation ;

Vu la déclaration de la SCA d'approvisionnement de la région d'Oisemont relative à l'existence d'un dépôt de 3000 tonnes d'engrais sur son site d'Oisemont.

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 22 décembre 2010 de la SCA CALIPSO relative aux installations précédemment exploitées par la SCA d'approvisionnement de la région d'Oisemont sur son site d'Oisemont.

Vu le rapport en date du 29 juillet 2013 de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection réalisée le 31 janvier 2013 sur les installations de stockages d'engrais exploité par la SCA CALIPSO à Oisemont ;

Considérant que la SCA CALIPSO exploite sur son site d'Oisemont des bâtiments de stockage d'engrais, pouvant contenir au maximum 3 000 tonnes d'engrais relevant de la rubrique 1331 de la nomenclature des installations classées, et donc soumis au régime de l'autorisation pour cette rubrique ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté ministériel du 13/04/10 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332, lui sont donc applicables ;

Considérant que lors de l'inspection du 21 mai 2013 l'inspecteur des installations classées a constaté que :

1. Les deux bâtiments de stockage d'engrais ne sont pas munis de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 9,1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 qui dispose que, pour les installations de stockage d'engrais du type de celles exploitées par la SCA CALIPSO à Oisemont, les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC), composés d'exutoires à commande automatique et manuelle, la surface utile de l'ensemble de ces exutoires (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) n'étant pas inférieure à 2 %.

2. Les deux bâtiments de stockage d'engrais ne sont pas munis de détection automatique.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 qui dispose que *« Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. »*

3. Les deux bâtiments de stockage ne sont pas équipés d'un dispositif d'alerte.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 11,2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 qui dispose que *« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment :*

*...*

*— d'un dispositif d'alerte (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 10.6 du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ...»*

4. Le site n'est pas équipé de capacités de rétention.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 qui dispose que *« L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2. L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre. L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés. »*

Considérant que ces faits sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment à la sécurité publique ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant la SCA CALIPSO en demeure de satisfaire à ces prescriptions ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme :

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

La SCA CALIPSO dont le siège est situé 86 boulevard de la République à ABBEVILLE (80 101) est mise en demeure pour son site situé 2 rue Jean Jaurès à OISEMONT (80 140)

Sous un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- ▲ de respecter les dispositions de l'article 10.6 et 11.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 en équipant les bâtiments de stockage d'engrais d'un système de détection automatique conforme aux dispositions de l'article 10.6 associé à un dispositif d'alerte ;
- ▲ de communiquer un calendrier des travaux nécessaires aux mises en conformité aux articles 9.1 et 12 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 détaillées ci-après.

Sous un délai n'excédant pas six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- ▲ de respecter les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 en équipant les bâtiments de stockage d'engrais de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées répondant aux prescriptions de cet article ;

Sous un délai n'excédant pas neuf mois à compter de la notification du présent arrêté :

- ▲ de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 en équipant les installations de rétentions répondant aux prescriptions de cet article ;

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

### **Article 3**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

### **Article 4**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'OISEMONT, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement du Logement de Picardie et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à SCA CALIPSO.

Amiens le 20 SEP. 2013

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY

